

Libération conditionnelle des peines privatives de liberté : disparité des pratiques en Suisse

Résultats d'une étude menée auprès des autorités suisses d'exécution des sanctions pénales

Aimée Zermatten - aimee.zermatten@unifr.ch
Université de Fribourg

Thomas Freytag - thomas.freytag@pom.be.ch
Section de la probation et de l'exécution des sanctions pénales, canton de BE

Assises de la chaîne pénale - Lausanne, 10 décembre 2018

Sommaire

1. Principes de la libération conditionnelle (PPL)
2. Méthodologie
3. Résultats
4. Possibles explications
5. Réflexions par rapport à la surpopulation carcérale

1. Principes LC - art. 86 CP : conditions

L'**autorité compétente** libère conditionnellement le détenu qui a subi les **deux tiers de sa peine**, mais au moins trois mois de détention, si son **comportement** durant l'exécution de la peine ne s'y oppose pas et s'il n'y a **pas lieu de craindre qu'il ne commette de nouveaux crimes ou de nouveaux délits**.

ATF 133 IV 201 (2007), c. 2.2 : revirement de jurisprudence :

- il ne faut plus que le pronostic soit favorable, une **absence de pronostic défavorable** suffit ;
- la **libération conditionnelle (LC) est la règle**, son refus l'exception.

1. Principes LC - art. 86 CP : conditions

ATF 133 IV 201 c. 2.3

"Le pronostic à émettre doit être posé sur la base d'une **appréciation globale**, prenant en considération les **antécédents** de l'intéressé, sa **personnalité**, son **comportement en général et dans le cadre des délits** qui sont à l'origine de sa condamnation, le degré de son éventuel **amendement** ainsi que les **conditions dans lesquelles il est à prévoir qu'il vivra**"

+ Large pouvoir d'appréciation de l'autorité dans l'émission du pronostic

Arrêt du TF 6B.198/2016 c. 2.2

"Par sa nature même, le pronostic ne saurait être tout à fait sûr ; force est de se contenter d'une certaine probabilité ; **un risque de récidive est inhérent à toute libération, conditionnelle ou définitive** (ATF 119 IV 5 c. 1b). Pour déterminer si l'on peut courir le risque de récidive, il faut non seulement prendre en considération le **degré de probabilité** qu'une nouvelle infraction soit commise, mais également l'**importance du bien** qui serait alors **menacé**"

1. Principes LC - art. 86 CP : procédure

L'autorité compétente examine d'office si le détenu peut être libéré conditionnellement. Elle demande un **rapport à la direction de l'établissement**. Le détenu doit **être entendu**.

Soumission éventuelle à une **commission spécialisée** :
art. 62d al. 2 + 75a CP

En cas de refus : réexamen au moins une fois par an

2. Méthodologie

Etude sur les pratiques en matière de libération conditionnelle des peines et mesures

2 questionnaires en 2014 et 2016 - **1e partie** de l'étude : libération conditionnelle de l'exécution des **peines privatives de liberté** ([données 2004-2015](#))

3e questionnaire fin 2017 - **2e partie** de l'étude : libération conditionnelle de l'exécution des **mesures** (focus sur les art. 59 et 64 CP) ([données 2004-2017](#))

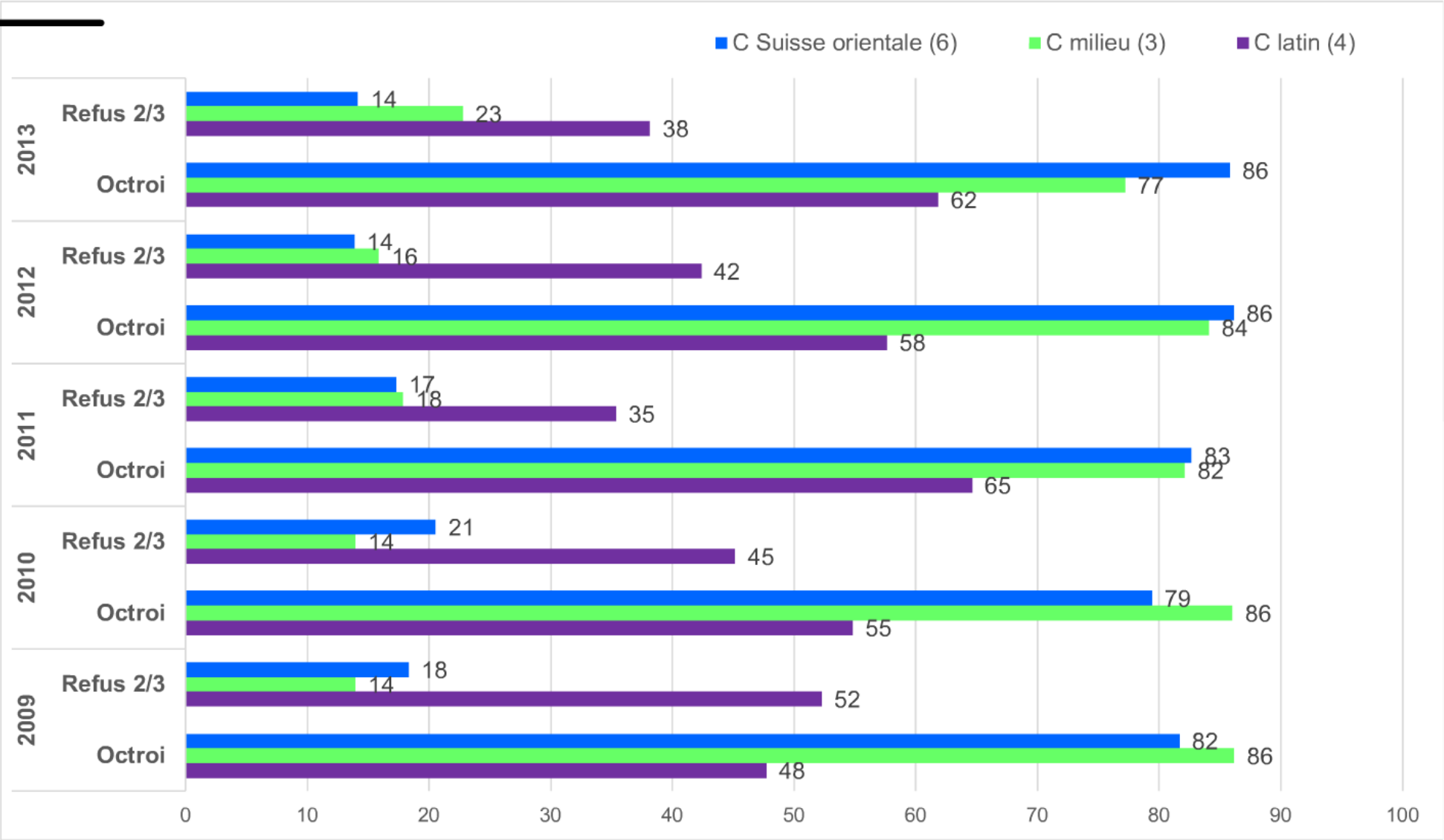
Destinataires : 26 autorités d'exécution des peines et mesures (dont 4 autorités judiciaires : GE, **VD**, VS, TI)

Participation :

- 1er et 2e questionnaires : 69% (18/26) et 88% (23/26)
- 3e questionnaire : 100% (26/26)

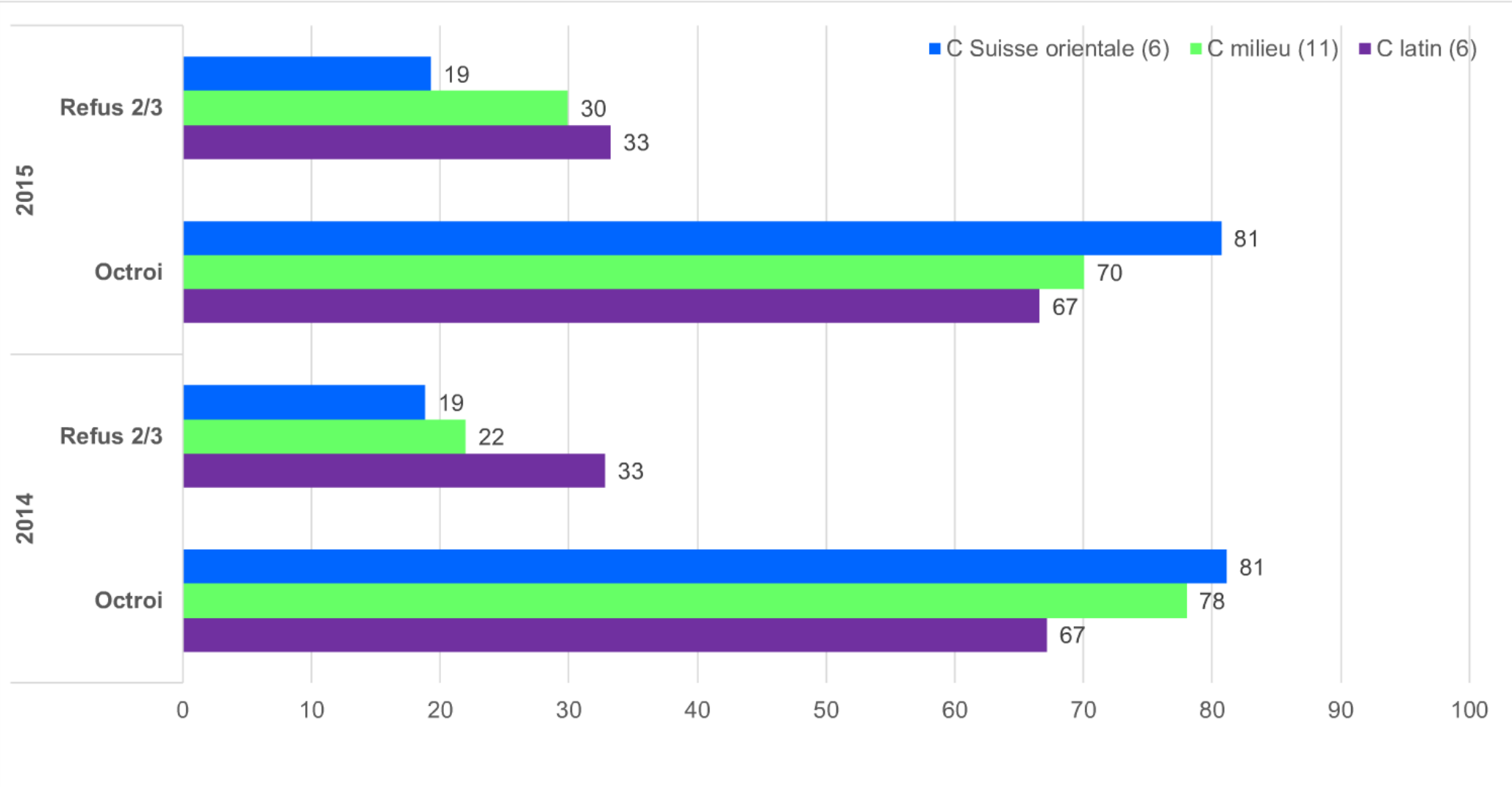
Comparaison entre les trois Concordats (2009-2013)

13 cantons



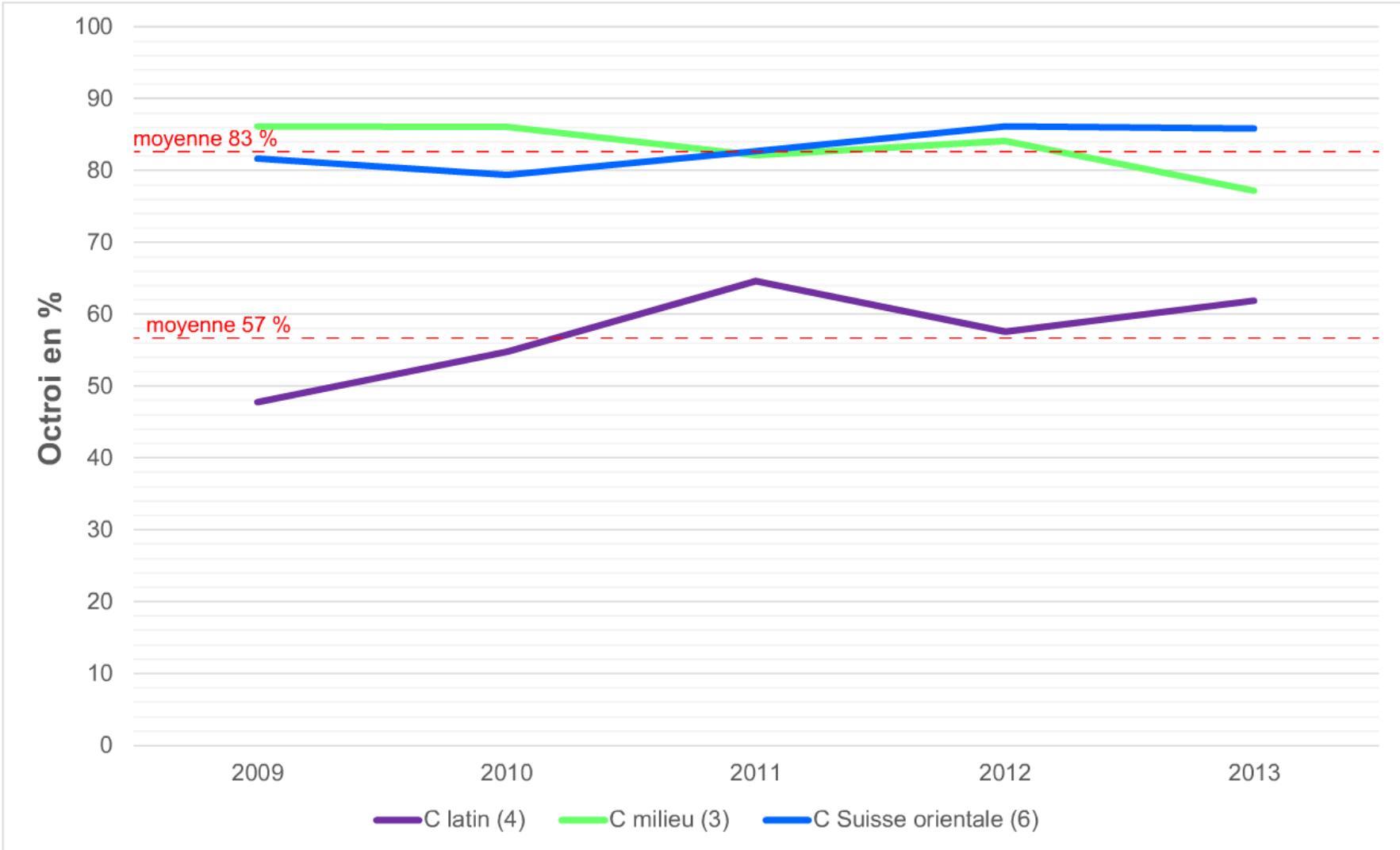
Comparaison entre les trois Concordats (2014-2015)

23 cantons

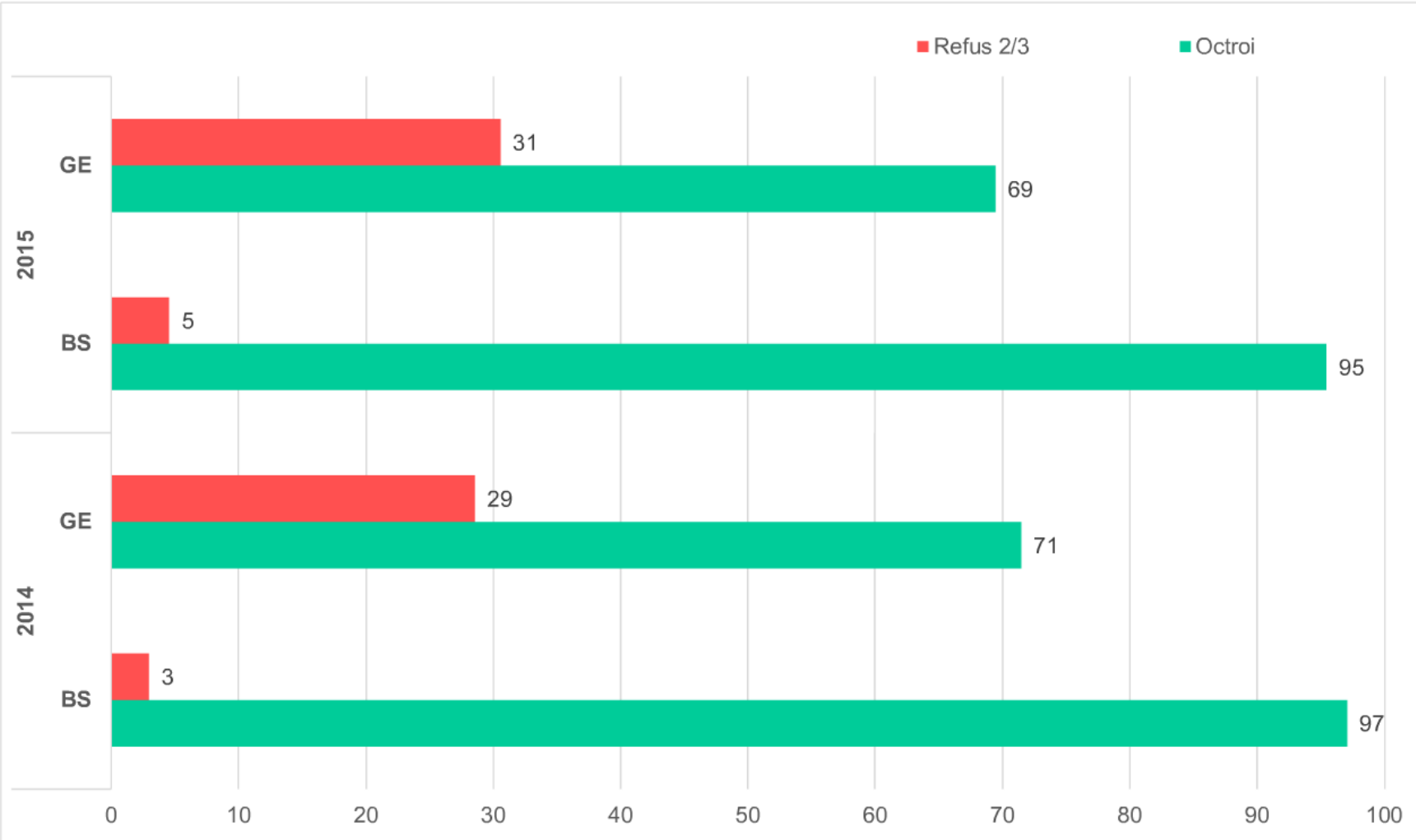


Variations au sein des 3 Concordats (2009-2013)

13 cantons - Octroi LC



Comparaison entre la pratique de deux cantons urbains et frontaliers issus du C latin (GE) et du C milieu (BS) (2014-2015)



3. Résultats (1)

Existence de pratiques différentes avec des variations importantes

Octrois en 2014-2015, avec 23 cantons :

- Concordat latin : **le plus restrictif** (67 %)
- Concordat de Suisse centrale et du N/O : **modéré** (74 %)
- Concordat de Suisse orientale : **le plus favorable** (81 %)

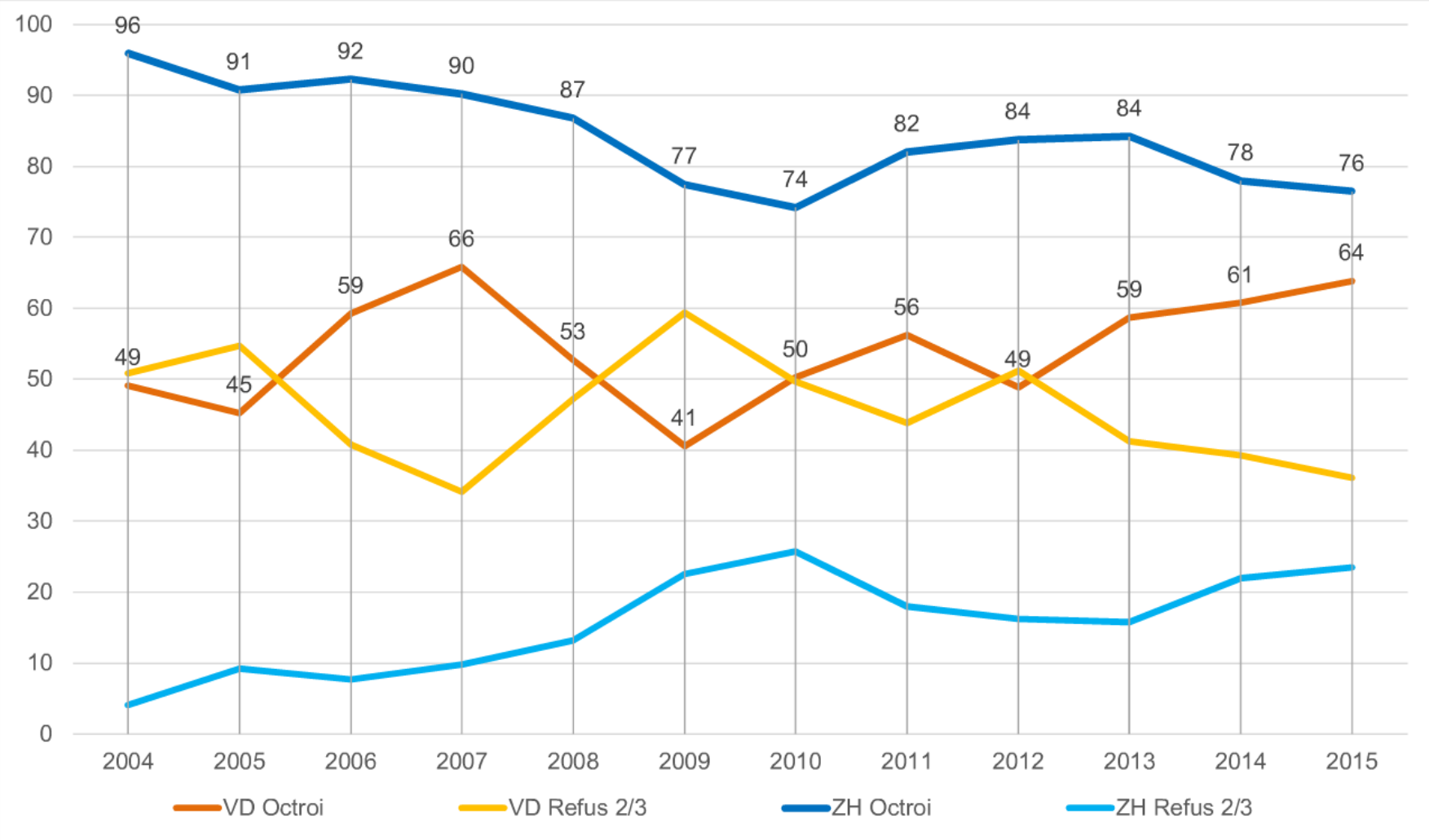
Octrois 2009-2013, avec 13 cantons :

- Concordat latin : **le plus restrictif** (57 %)
- Concordat de Suisse centrale et du N/O : 83 %
- Concordat de Suisse orientale : 83 %

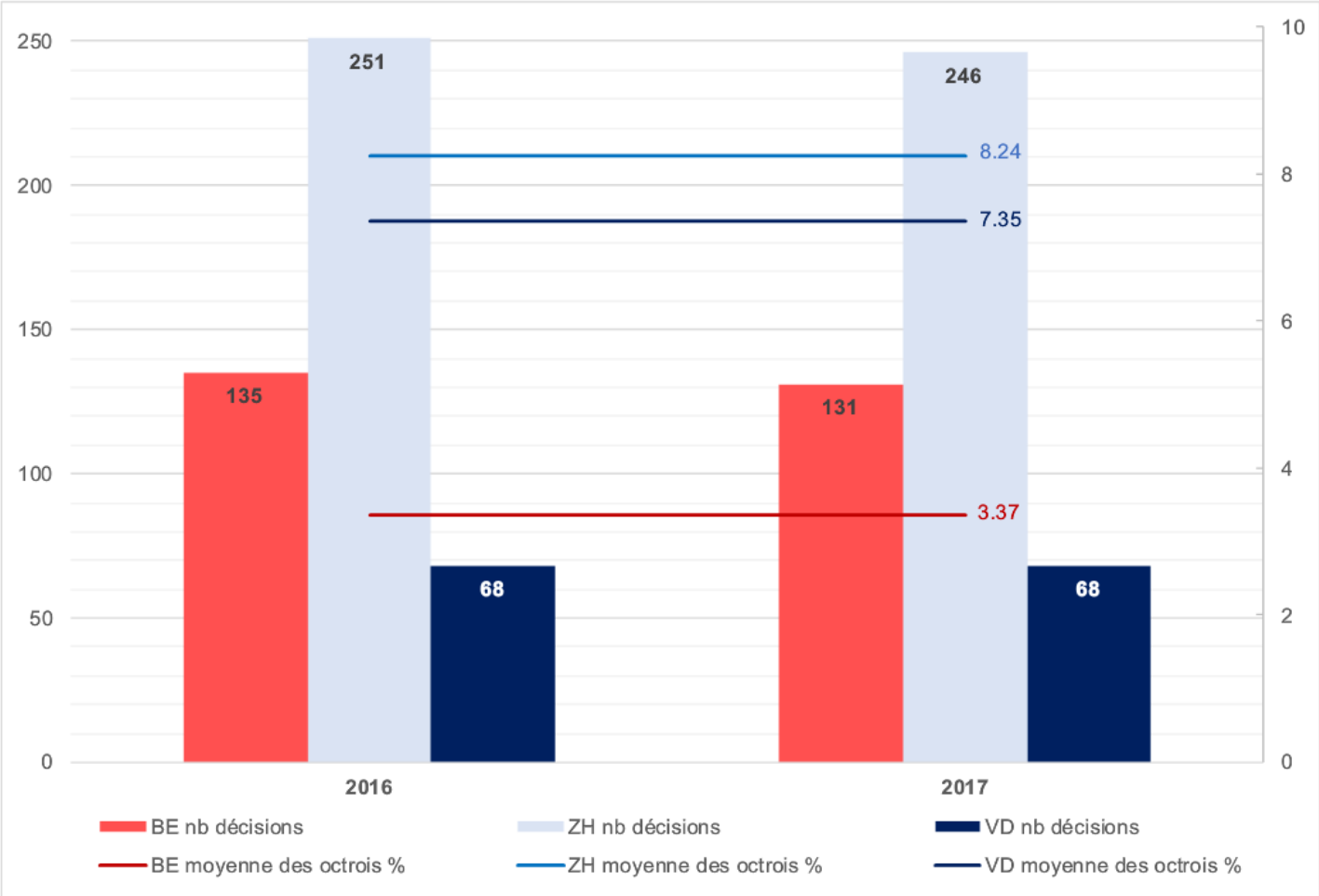
Constat semblable avec des **comparaisons entre cantons similaires**
(population, urbains, proches d'une frontière)

→ les cantons du Concordat latin sont plus sévères

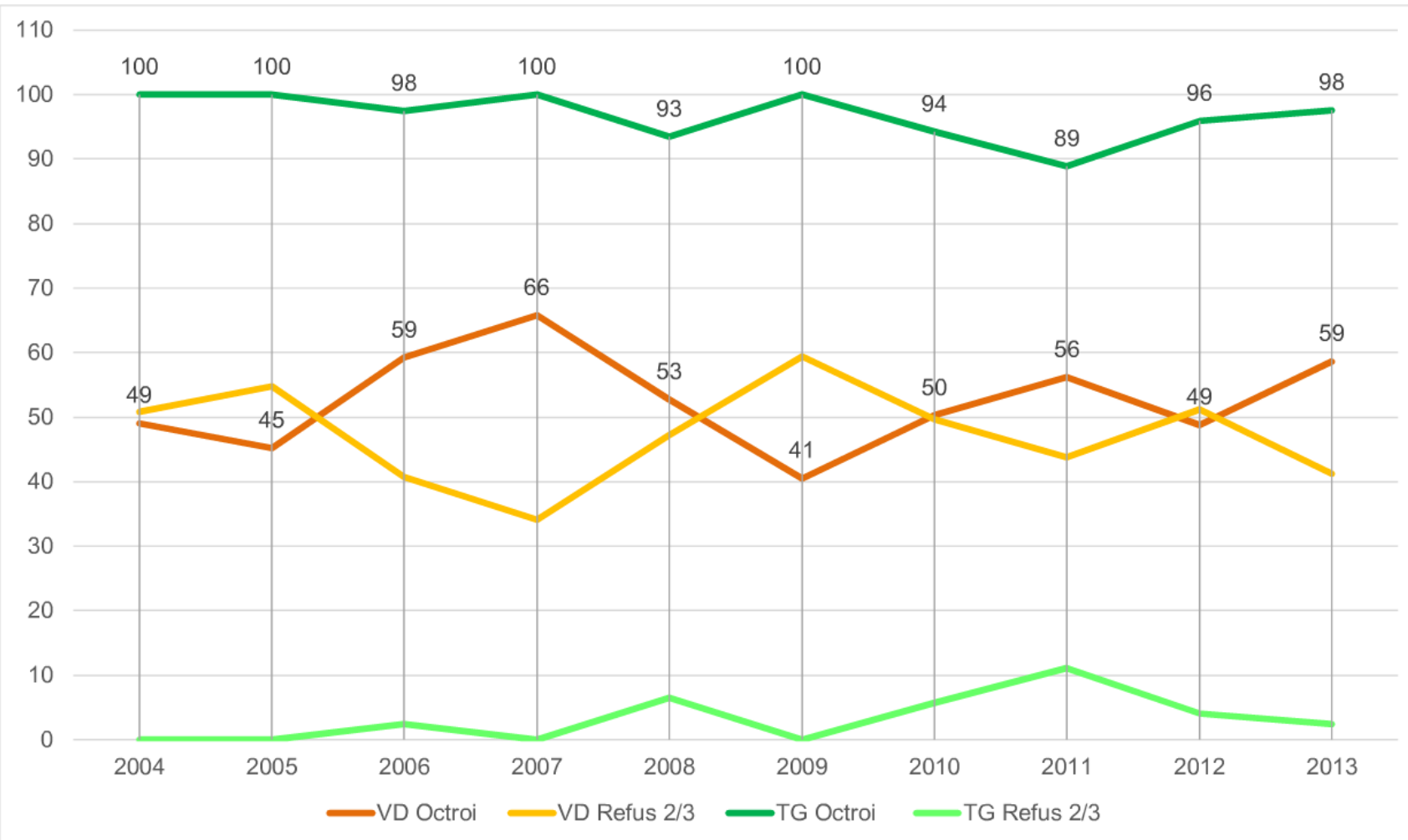
Comparaison entre la pratique des deux grands cantons issus du C latin (VD) et du C Suisse orientale (ZH) (2004-2015)



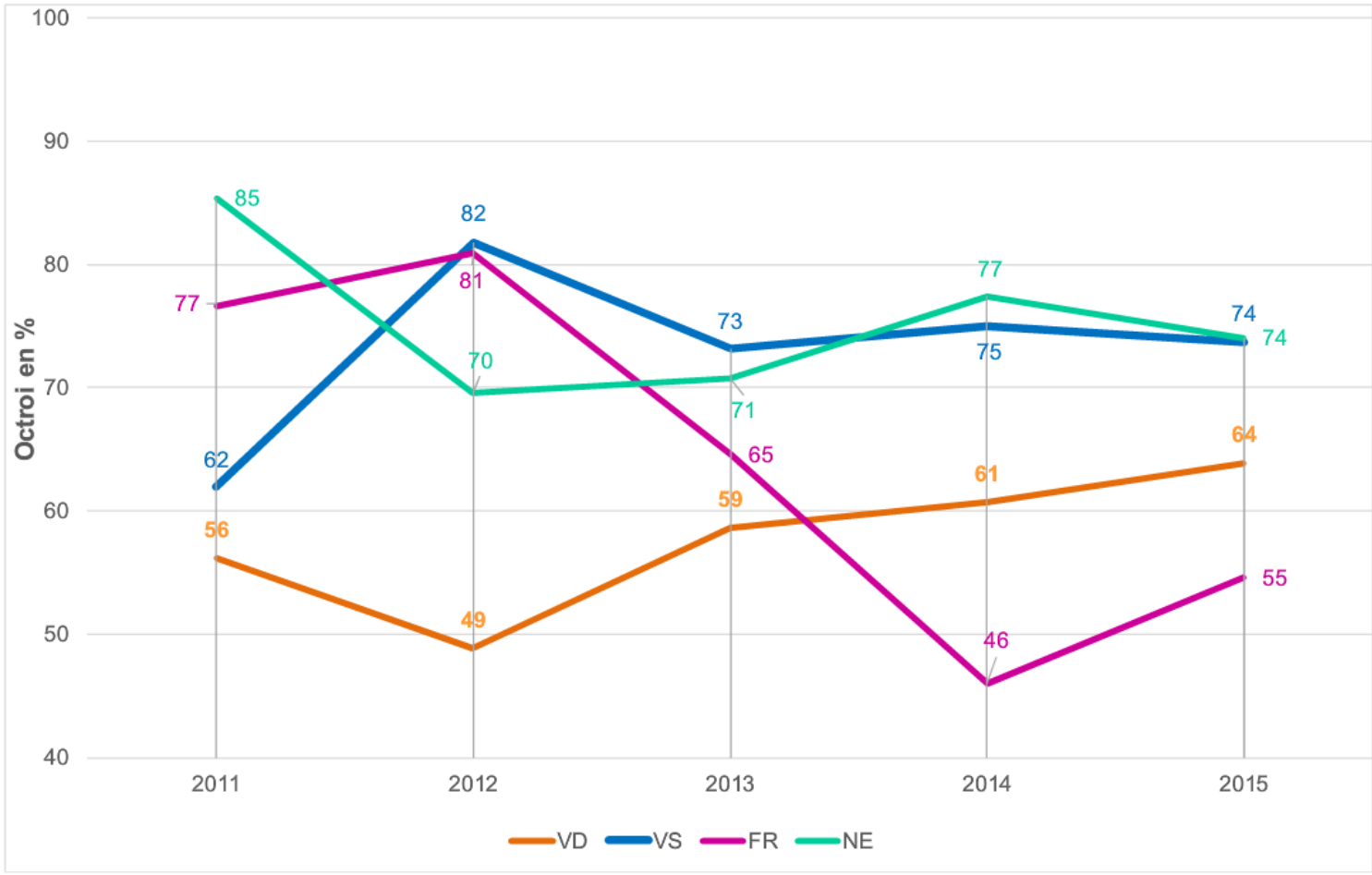
Situation différente dans le domaine de la libération conditionnelle des mesures (art. 59 CP)



Comparaison entre la pratique du canton le plus souple (TG - C Suisse orientale) et le plus strict (VD - C latin) (2004-2013)

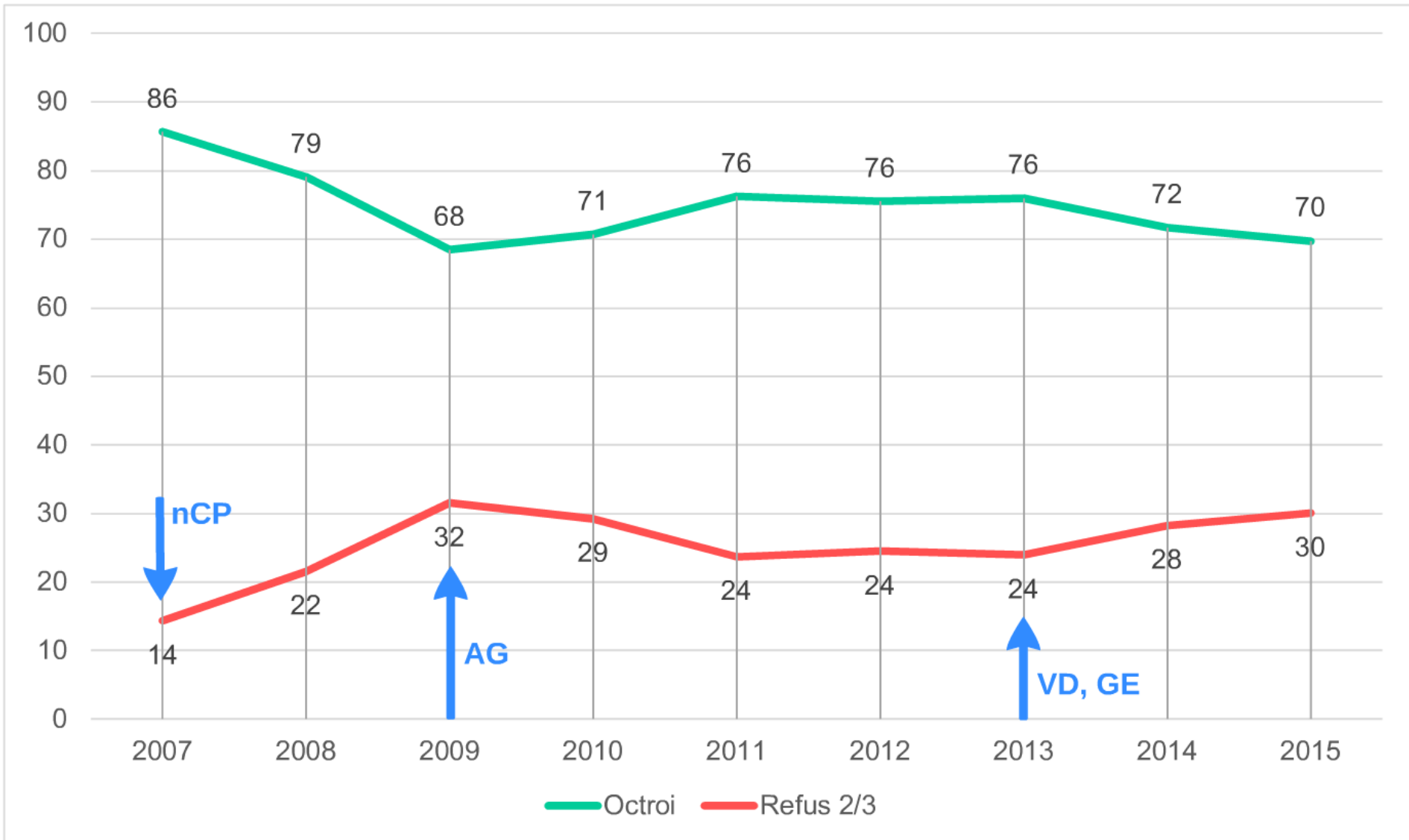


Comparaison des pratiques de quatre cantons issus du Concordat latin (FR, NE, VD, VS) (2011-2015)

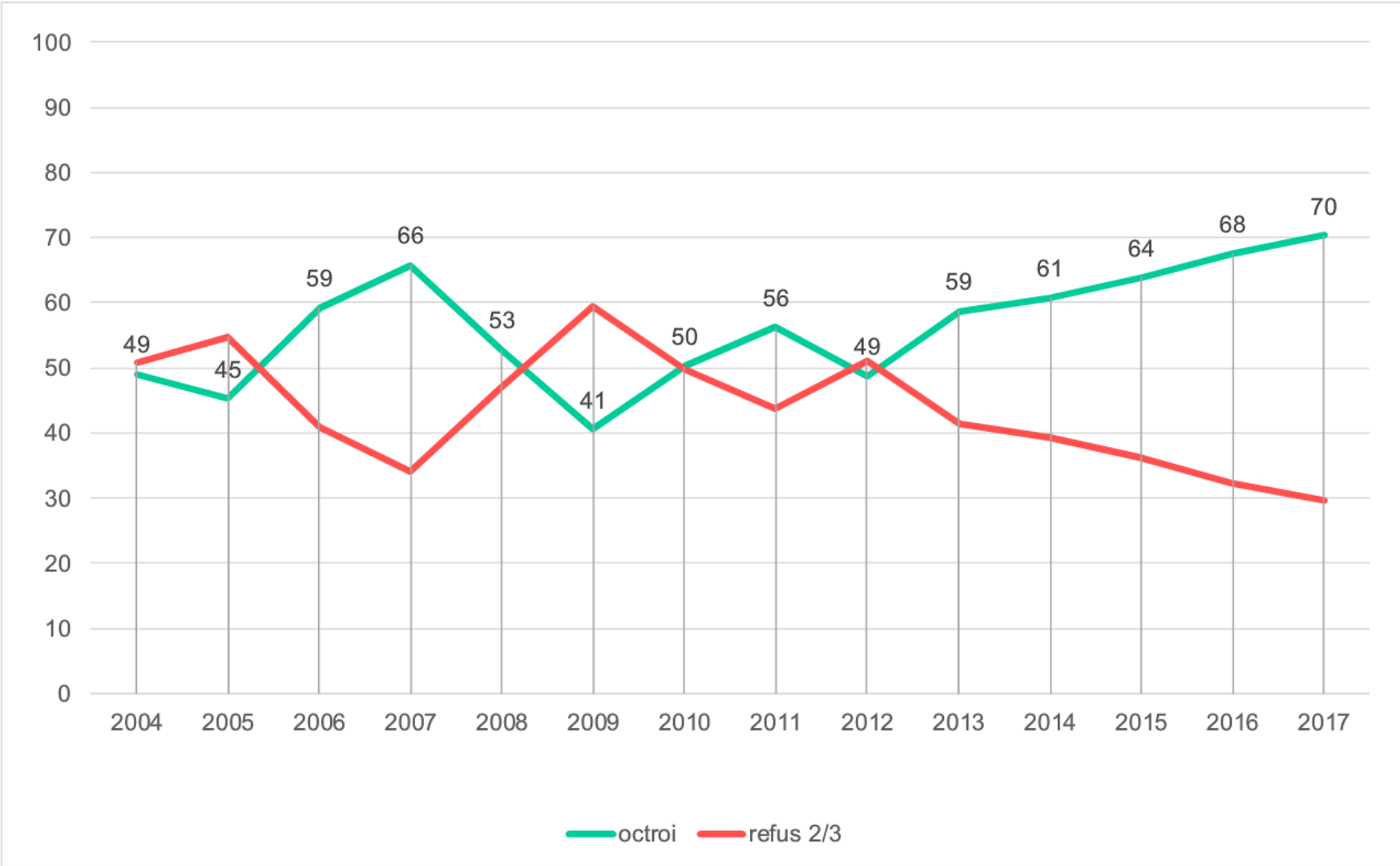


Evolution de la pratique (2007-2015)

11 cantons (AG, BE, FR, GR, JU, NE, SG, SH, VD, ZG, ZH)



Evolution de la pratique du canton de VD (2004-2017)



3. Résultats (2)

Le canton de Vaud apparaît comme le **canton le plus restrictif**

Octroi en moyenne

- 2004-2013: **TG** (canton le plus souple) 97% - **VD 53%**
- 2004-2015: **ZH** (canton comparable) 84% - **VD 54%**

Par rapport à d'autres cantons latins : octroi en moyenne, 2011-2015 :

- **FR** 65%
- **NE** 75%
- **VD** 58%
- **VS** 73% ;

Depuis 2013, hausse du nombre d'octrois en moyenne dans le canton de Vaud :

- 2013-2017: 64%
- 2008-2012: 50%

4. Possibles explications

Appréciation/pondération divergente de certains critères (antécédents, perspectives futures, possibilités de renvoi, etc.)

Efficacité de l'exécution (meilleure resocialisation avec un effet positif sur la prévention de la récidive)

Incertitude sur la totalité des octrois, sont-ils tous effectifs ?

- *Quid* en cas d'impossibilité d'expulsion ?
- *Quid* si les conditions changent ?

Systeme et fonctionnement différents : commissions de dangerosité cantonales, autorité judiciaire vs. autorité administrative

Population carcérale différente : part moyenne des étrangers de 2004 à 2017 dans les prisons suisses (source : OFS)

- Concordat de Suisse centrale et du N/O : 65%
- Concordat de Suisse orientale : 68%
- Concordat latin : 80%

5. Réflexions par rapport à la surpopulation carcérale

Potentiels champs d'action

- 1) **Préparation à la libération conditionnelle** (y compris personnes étrangères) s'inscrit dans le cadre de la progression dans l'exécution
- 2) **Cadre à la sortie favorisant la resocialisation**
emploi ou formation, hébergement, réseau social, encadrement, contrôle, etc.
- 3) **Communication - tâches transversales**
entre les différentes autorités impliquées (autorité d'exécution, justice, probation)